

505 L H h60/10

9263-9

(1965)

9263-9

A

Traité pour la délivrance de facilités de circulation
au personnel du Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés
et Réfugiés

C.A. 7. 2.45 VII

Traité pour la délivrance de facilités de circulation au personnel du Ministère des Prisonniers de
Guerre, déportés et réfugiés

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 7 février 1945

QUESTION VII - Traité pour la délivrance de facilités
de circulation au personnel du Ministère des Prisonniers de guerre,
Déportés et Réfugiés.

P.V. (p.3) Le Conseil approuve le traité dans le cadre des dispositions
de l'article 29 du Cahier des Charges.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 7 février 1945

-

VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation au personnel du Ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés.

Pos. -

S. Moussu

31 janvier 1945

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Projet de Traité pour la délivrance de cartes de circulation
au Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés

Le Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, dont l'activité sur tout le territoire et à l'étranger est appelée à prendre de plus en plus d'extension, désire conclure une Convention avec la S.N.C.F. en vue de munir de cartes de circulation ceux de ses fonctionnaires que leur Service astreint à des déplacements fréquents.

La contre-partie prévue par l'article 29 du Cahier des Charges résulte, en la circonstance, du concours et de l'appui que ce département ministériel prête à la S.N.C.F. pour ses prisonniers et son personnel déporté en Allemagne (26.500 agents environ).

La présente demande intéresse à la fois l'Administration Centrale et les Directions régionales :

1°) Administration Centrale - Douze cartes nominatives à parcours général (1ère classe) pour le personnel de la Direction Générale du Rapatriement et du Service des Transports.

2°) Directions Régionales - Trois cartes impersonnelles par Direction Régionale (1ère classe) valables dans la Région avec accès à Paris, pour le personnel de Direction et d'Inspection.

Compte tenu des services dont nous bénéficions, une réduction de 20 % sur le tarif normal des abonnements serait accordée pour les cartes nominatives. Par contre, et conformément à nos errements, aucune réduction ne serait consentie sur les cartes impersonnelles, d'une utilisation plus large que l'abonnement tarifaire, obligatoirement nominatif.

L'application du traité sur ces bases procurerait une recette annuelle de 1.107.250 francs.

Il est demandé au Conseil d'approuver le projet de Traité ci-joint.

Le Secrétaire Général,
Signé: VAGOGNE.

T R A I T É

Entre :

Le Ministre des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés,
d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le siège est à Paris, 88 rue Saint-Lazare, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,
Vu l'article 16, § d, du décret-loi du 12 novembre 1938.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

La S.N.C.F. délivrera au Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, les cartes de circulation ci-après, valables en 1ère classe :

1°) Douze cartes nominatives à parcours général pour le haut personnel de l'Administration Centrale,

2°) Trois cartes impersonnelles par Direction Régionale, valables sur les lignes de la Région administrative avec accès à Paris, pour le personnel de Direction et d'Inspection.

Article 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés versera à la S.N.C.F., pour chaque carte délivrée, une somme représentant la valeur d'un abonnement de même consistance, au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abattement de 20 % pour les cartes nominatives, et sans aucun abattement pour les cartes impersonnelles.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du

mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F., à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

En cas de changement de titulaire il ne sera décompté qu'une carte, à condition que la restitution de la carte primitive soit effectuée dans le délai d'un mois à compter de la délivrance de la nouvelle.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle imputable à l'Etat donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la remise des factures correspondantes.

Article 3

L'avantage consenti par les présentes au Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, tient compte des rapports existant entre ce département ministériel et la S.N.C.F. et de l'aide qu'il peut lui procurer pour ses agents encore retenus à l'étranger.

Article 4

Le présent traité est valable jusqu'au 31 décembre 1945. Il sera renouvelable ensuite par tacite reconduction, chaque partie se réservant de le faire cesser au 31 décembre d'une année quelconque, en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du décret du 13 octobre 1939).

FAIT en triple exemplaire dont un pour le Ministère des Prisonniers de Guerre, Déportés et Réfugiés, un pour la S.N.C.F. et un pour l'Enregistrement.

A PARIS, le

Le Ministre des Prisonniers de
Guerre, Déportés et Réfugiés,

Pour la S.N.C.F.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,